

---

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

MARCHE N° 2019-R21-01

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

(C . C . A . P . )

#### Maîtrise d'ouvrage

**Etablissement Public Administratif « La Masse des Douanes »**

11, rue des Deux Communes

Service Central-Pièce 4414

93558 MONTREUIL

#### Assistant Maîtrise d'ouvrage

**CONCEPT & MANAGEMENT**

43, Avenue Jean Jaurès

33530 BASSENS

Tél : 05.57.77.10.26 – Fax : 05.56.44.64.19

#### Maîtrise d'œuvre

**Cabinet B2F Ingénierie**

21, Rue de l'Olivette 34500 BEZIERS

Tél : 04.67.30.43.82

**Objet de la consultation : 2019-R21-01– Cité de NARBONNE – PI 2019**

**Marché de travaux :**

**Cité Douanière de NARBONNE 1, Rue de la Douane 11100 NARBONNE**

**« Sécurisation de la cité »**

#### Remise des offres

Date limite de réception :

**Le Jeudi 30 Avril 2020**

Heure limite de réception :

**12 H 00**

---

## SOMMAIRE

### **Article 1<sup>er</sup> – Objet du Marché, Dispositions générales**

- 1.1. Objet du marché – Domicile du Titulaire
- 1.2. Décomposition en tranches et en lots
- 1.3. Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion
- 1.4. Contrôle des prix de revient
- 1.5. Maîtrise d'œuvre
- 1.6. Contrôle technique
- 1.7. Sécurité protection de la santé
- 1.8. Durée et modalités de reconduction du marché

### **Article 2 - Pièces Constitutives du Marché**

### **Article 3 – Prix et Mode d'évaluation des Ouvrages, Variations dans les prix, Règlement des comptes**

- 3-1. Répartition des paiements
- 3-2. Tranche(s) conditionnelle(s)
- 3-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie
- 3-4. Variation dans les prix
- 3-5. Paiement des Cotraitants et des Sous-traitants

### **Article 4 – Délai(s) d'Exécution – Pénalités et Primes**

- 4-1. Délai(s) d'exécution des travaux
- 4-2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution
- 4-3. Pénalités

### **Article 5 – Clauses de Financement et de Sureté**

- 5-1. Retenue de garantie
- 5-2. Avance
- 5-3. Avance facultative

### **Article 6 – Provenance, Qualité, Contrôle et Prise en charge des matériaux et produits**

- 6-1. Provenance des matériaux et produits
- 6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt
- 6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits
- 6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le Titulaire des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage

### **Article 7 – Implantation des Ouvrages**

- 7-1. Piquetage général
- 7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

### **Article 8 – Préparation, Coordination et Exécution des Travaux**

- 8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux
- 8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail
- 8-3. Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément
- 8-4. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail
- 8-5. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers
- 8-6. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé
- 8-7. Travaux non prévus

### **Article 9 – Contrôles et Réception des Travaux**

- 9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux
- 9-2. Réception
- 9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage
- 9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- 9-5. Documents fournis après exécution
- 9-6. Délai de garantie
- 9-7. Garanties particulières
- 9-8. Assurances

### **Article 10 – Dérogations aux documents généraux**

---

# CAHIER DES CLAUSES

## ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### ARTICLE PREMIER. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

#### **1-1. Objet du marché - Domicile du Titulaire**

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent l'exécution des « **Sécurisation de la cité** » sur la **Cité Douanière de NARBONNE 1, Rue de la Douane 11100 NARBONNE**.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.). A défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement du domicile élu par le Titulaire à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites au service régional de la **EPA La Masse des Douanes** à MONTPELLIER jusqu'à ce que le Titulaire ait fait connaître à la personne responsable du marché l'adresse du domicile qu'il aura élu.

#### **1-2. Décomposition en tranches et en lots**

La réalisation de cette opération comporte les lots suivants :

**LOT CLOTURE**

**LOT CONTROLE D'ACCES ECLAIRAGE**

#### **1-3. Travaux intéressant la Défense - Obligation de discrétion**

Sans objet.

#### **1-4. Contrôle des prix de revient**

Sans objet.

#### **1-5. Maîtrise d'œuvre**

La Maîtrise d'œuvre est assurée par le **Cabinet B2F Ingénierie 21, Rue de l'Olivette 34500 BEZIERS** chargé d'une mission sur projet avec visa des études d'exécution comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement. Les études d'exécution ainsi que les documents d'exécution des ouvrages (D.O.E.) sont à la charge des Entreprises.

#### **1-6. Contrôle technique**

Sans objet.

#### **1-7 Sécurité protection de la santé**

**1-7-1.** Le chantier est soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application. Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS), établi par le coordonnateur au cours de la phase conception est joint au présent dossier de consultation. La coordination en matière de sécurité et de santé au cours des phases de conception et de réalisation est confiée au même coordonnateur, à savoir :

**FERRANDO - MATEILLE**

17, Rue de Ratacas ZI Plaisance 11100 NARBONNE

Tél : 04.68.32.47.82 – Port. : 07.85.59.98.84 – Courriel : [ferrandomateille@cspslr.fr](mailto:ferrandomateille@cspslr.fr)

#### **1-7-2. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé**

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994.

---

En conséquence, les entreprises seront tenues notamment de remettre au coordinateur un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Les entreprises disposeront des délais prévus par la loi pour le rédiger au vu du Plan général de coordination qui leur aura été remis.

### **1-8 Durée et modalités de reconduction du marché**

La durée du marché, indiquée à l'acte d'engagement, court à compter de la date de notification de l'ordre de service au titulaire. La durée du marché est de 3 mois. Le marché n'est pas reconductible.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre d'importance décroissante :

### **A - Pièces particulières :**

- **L'Acte d'Engagement (A.E.)** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'Ouvrage fait seule foi.
- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)** et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seule foi.
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seule foi, assorti des plans.
- **Le Mémoire Technique du titulaire.**
- **Le Plan général de coordination (PGCSPS)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives du Maître de l'ouvrage fait seule foi, assorti des plans.

### **B - Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-4.2 :

- **Cahier des clauses administratives générales** applicables aux marchés publics de travaux (C.C.A.G.) approuvé par le décret n° 76-87 du 21 janvier 1976 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié, notamment par l'arrêté du 08 Septembre 2009,

- **Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.)** applicable aux marchés publics de travaux,

**Ces documents ne sont pas fournis mais sont réputés être connus du titulaire.**

## **ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

### **3-1. Répartition des paiements**

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur titulaire et à ses Sous-traitants.

### **3-2. Tranche(s) conditionnelle(s)**

Sans objet.

### **3-3. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes - Travaux en régie**

**3-3.1.** Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont établis :

- en tenant compte de la sujétion suivante :
- les prix sont réputés comprendre les frais de nettoyage complet de chantier,
- en tenant compte des dépenses liées :
- aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement,

---

- en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites suivantes, sous réserve que la nature des travaux réalisés soit telle que ceux-ci ne puissent pas se dérouler et qu'ils soient au contact direct des intempéries :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
VENT	Pointes 130 Km / h	10 j consécutifs
PLUIE	100 mm / jour	5 j consécutifs
TEMPERATURE	+ 40 °C ou – 20 °C	10 j consécutifs
NEIGE	40 cm	

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : **centre météo de MONTPELLIER**

- en tenant compte des frais d'occupation du domaine public ou privé ou des permissions de voiries nécessitées par les travaux, les demandes d'autorisation sont à la charge du service et les frais inhérents à ces procédures sont réputés à la charge de l'Entreprise.

**3-3.2.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés :

- **Par application d'un prix global forfaitaire dont le libellé est donné dans l'Acte d'Engagement.**

**3-3.3.** Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Acomptes

Tout versement d'acompte s'effectue dans le cadre de la réglementation en vigueur sur la base des prestations réellement effectuées.

Les projets de décompte sont présentés au Maître d'œuvre **en quatre (4) exemplaires** conformément aux modèles qui seront remis aux entreprises lors de la première réunion de chantier.

Les projets de décomptes seront remis contre récépissé au maître d'œuvre. Y figureront :

- le montant des travaux à payer,

Les comptes sont réglés mensuellement suivant les dispositions de l'article 13.1 du C.C.A.G.

Les délais de paiement des acomptes et du solde sont fixés à 30 jours.

**3-3.4.** Approvisionnements

Par dérogation à l'article 11.3 du C.C.A.G., il n'est pas prévu de versement d'acompte sur approvisionnement.

**3-3.5** Intérêts moratoires

En cas de dépassement du délai global de paiement maximum autorisé par la réglementation en vigueur, le taux des intérêts moratoires qui s'applique est celui fixé au I de l'article 8 du décret n° 2013-269 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, auquel s'ajoute l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à l'article 9 de ce même décret.

**3-4. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

**3-4.1.** Les prix sont fermes, actualisables suivant les modalités fixées au 3-4.3 et au 3-4.4.

**3-4.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent C.C.A.P. ; ce mois est appelé « mois zéro ».

### 3-4.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est :

Index	Définition
<b>BT 01</b>	<b>TOUS CORPS D'ETATS</b>

- Publié au bulletin officiel du Ministère de l'équipement et au Moniteur des travaux publics.

### 3-4.4. Modalités d'actualisation des prix fermes actualisables

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = I(d - 3) / I_0$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I(d - 3)$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois  $(d - 3)$  par l'index de référence I du marché **sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur de plus de 3 mois au mois zéro.**

### 3-4.5. Actualisation provisoire

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### 3-4.6. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

## 3-5. Paiement des Cotraitants et des Sous-traitants

### 3-5.1. Désignation de Sous-traitants en cours de marché

L'Acte Spécial précise tous les éléments contenus dans la déclaration prévue aux articles 3.6 et suivants du CCAG travaux. En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire remet au pouvoir adjudicateur (ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception) une déclaration de sous-traitance, selon le modèle fourni par le pouvoir adjudicateur, dûment remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant et accompagnée des attestations de régularité fiscale et sociale du sous-traitant. Une copie des documents devra être communiquée par le titulaire au sous-traitant. En cas de sous-traitance, le titulaire du marché demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché tant envers le pouvoir adjudicateur qu'envers les personnels de la société. Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à la résiliation du marché sans indemnité.

### 3-5.2. Modalités de paiement direct

Pour les Sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage à chaque Sous-traitant concerné. Cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de Sous-traitance et inclut la T.V.A. Pour les Sous-traitants d'un Entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des Entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'Ouvrage au Sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

---

Si l'Entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le Mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

#### **ARTICLE 4. DELAI(S) D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES**

##### **4-1. Délai(s) d'exécution des travaux**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'Acte d'Engagement.

##### **4.2. Prolongation de(s) délai(s) d'exécution**

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa du 2.2 de l'article 19 du C.C.A.G., le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à CINQ (5) jours. En vue de l'application éventuelle du deuxième alinéa 2.3 de l'article 19 du C.C.A.G. et pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, le(s) délai(s) d'exécution est/sont prolongé(s) d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels ci- après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
VENT	maxi 110 km/heure	
PLUIE	75 mm / jour	10 j consécutifs
TEMPERATURE	+ 35 °C ou – 15 °C	5 j consécutifs
NEIGE	20 cm	10 j consécutifs

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels : - **Station METEO France de MONTPELLIER**

##### **4-3. Pénalités**

Par dérogation à l'article 14. du CCAG, les pénalités s'appliquent à partir d'un total de 300€.

##### **4-3.1. Pénalités pour retard**

En cas de retard sur l'avancement du chantier, une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard par dérogation au CCAG.

##### **4-3.2. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

En cas de retard dans la remise en état et le repliement des installations, une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard par dérogation au CCAG.

##### **4-3.3. Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution conformément à l'article 40 du C.C.A.G. par le Titulaire, une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard par dérogation au CCAG.

##### **4-3.4. Rendez-vous de chantier**

Les comptes rendus de chantier valent convocation des Entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier sont fixés par la Maîtrise d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier, le Titulaire encourt une pénalité hors taxes fixée à 150€ par manquement constaté par dérogation au CCAG.

#### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

##### **5-1. Retenue de garantie**

Application des articles 122 – 123 et 124 du décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics.

---

Le montant de la retenue de garantie est fixé à 5%. Cette dernière peut être remplacée par une garantie à 1<sup>ère</sup> demande conformément à l'article 123 du décret du 26 mars 2016 (constitution au plus tard avec le premier acompte).

La retenue de garantie ou (garantie à 1<sup>ère</sup> demande) sera libérée dans le délai d'un mois suivant l'expiration du délai de garantie visé à l'article 44.1 du CCAG, sauf si la personne responsable du marché a signalé à l'entrepreneur et à la caution, par lettre recommandée, que l'entrepreneur n'a pas rempli toutes ses obligations dont celles visées à l'article correspondant.

## **5-2. Avance**

Une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre conformément à l'article 110 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics.

## **5-3. Avance facultative**

Sans objet.

# **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

## **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au Titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces. En outre, en application du décret 96.1133 du 24 décembre 1996, il est fait interdiction à l'Entrepreneur principal, à ses co-traitants et à ses Sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiante quelle qu'en soit la variété. Les cas d'exception temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une « déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce en conformité avec les arrêtés du 24 décembre 1996 relatif pour le premier « au formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et pour le second « aux exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

## **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

## **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

**6-3.1.** Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

**6-3.2.** Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits et composants de construction font l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières du Titulaire ou de Sous-traitants et Fournisseur, ainsi que les modalités correspondantes.

**6-3.3.** Le Maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché ; s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le Maître de l'Ouvrage.

## **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le Titulaire des matériaux et produits fournis par le Maître de l'Ouvrage**

Sans objet.



---

## **ARTICLE 7. IMPLANTATION DES OUVRAGES**

### **7-1. Piquetage général**

Sans objet.

### **7-2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Sans objet.

## **ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX**

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, **celle-ci est fixée à 8 jours.**

Sa durée est de 8 jours à compter de l'ordre de service qui prescrira de la commencer.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- **par les soins du Maître de l'Ouvrage ou de la Maîtrise d'œuvre :**

- . délivrance des autorisations d'accès,
- . désignation des lieux de dépôts provisoires de matériels et matériaux comme définis à l'article 8.4.1 ci-après,

- . mise à disposition des sources d'énergie dans les conditions fixées à l'article 8.4.1 ci-après,

- **par les soins du Titulaire :**

- . établissement et remise au Maître d'œuvre de la liste nominative des personnels,
- . remise d'une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France,

- . établissement et présentation au visa du Maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prévus à l'article 28.2 du C.C.A.G.,

- . établissement et remise au Maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. et à l'article 8.2 ci-après.

Les autres documents prévus aux articles du C.C.T.P. seront fournis, non pas au cours de la période de préparation, mais à des dates qui seront précisées, en cours d'exécution, par ordres de service,

- . fourniture des certifications des matériaux à mettre en œuvre et soumis à l'approbation du Maître d'œuvre,

- . fourniture des copies des contrats d'assurance et attestations demandées à l'article 9.8 ci-après,

- . fourniture d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels.

Cette obligation est applicable à chaque Entrepreneur (Co-traitants, Sous-traitants et travailleurs indépendants).

Les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du visa du Maître d'œuvre.

Etablissement de la Déclaration d'intervention de commencement des travaux (DICT) et expédition dix jours au moins, jours fériés non compris, avant la date de début des travaux aux organismes concernés en application du décret du 14 octobre 1991.

### **8-2. Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail**

Les plans d'exécution, notes de calculs et études de détails sont établis par le Titulaire et soumis au visa du Maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au Titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

---

### **8-3 Echantillons - Notices techniques - P.V. d'agrément**

Le Maître d'œuvre fixe les dates de production des échantillons, notices techniques et P.V. d'agrément.

### **8-4. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 %.

### **8-5. Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

**8-5.1.** L'installation des chantiers de l'Entreprise bénéficie des facilités suivantes données par le maître de l'ouvrage :

- L'entreprise maintiendra sur le chantier et à ses frais les fluides (eau pour les travaux et eau potable pour les ouvriers) et l'énergie électrique nécessaire à l'exécution des travaux, aux conditions suivantes :
  - . la fourniture, la pose des compteurs et les consommations sont à sa charge,
  - . ils prennent à leurs charge toute demande d'autorisation auprès des services compétents,
  - . ils peuvent être autorisés à faire exécuter des branchements sur les installations existantes ; la pose des compteurs, les frais qui en résultent et les consommations sont à leurs charges,
  - . les travaux de branchement provisoire pour l'eau et l'électricité peuvent être l'amorce des branchements définitifs,
  - . le Maître d'œuvre se réserve un droit de contrôle sur les installations complémentaires réalisées par l'Entrepreneur,
  - . les lieux doivent être remis en état en fin de travaux avant l'expiration du délai d'exécution.

**8-5.2.** Les installations (base vie) sont mises à disposition par le maître d'ouvrage

Le nettoyage de ces locaux est à la charge de l'Entreprise Titulaire.

**8-5.3.** Les mesures particulières ci-après, concernant l'hygiène et la sécurité sont à prendre par le titulaire.

#### **- Locaux pour le personnel**

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leur date de réalisation, ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

**8.5.4.** Les circulations à travers le site peuvent être restreintes. Le Titulaire s'informerait des conditions de cette restriction auprès du Maître d'œuvre.

**8-5.5.** L'emploi des explosifs fait l'objet des interdictions dans toute l'enceinte.

**8.5.6 -** Les personnels de l'Entreprise chargée de l'électricité (et ses Sous-traitants) doivent :

- détenir le recueil U.T.E.C 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsables de consignation de travaux ou d'intervention,
- être en possession des habilitations annuelles requises délivrées en fonction de leur qualification,
- procéder à l'affichage des consignes de sécurité propres au(x) lieu(x) d'intervention.

**8-5.7.** Mesures de sécurité contre l'incendie

a) Travaux par points chauds - permis de feu.

En ce qui concerne les opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de décapage, de dégivrage, de collage..., le Titulaire du marché devra obtenir au préalable l'autorisation du Maître d'œuvre, qui lui délivrera un permis de feu.

---

b) Protection contre l'incendie.

L'Entrepreneur Titulaire du marché devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant :

- . la présence obligatoire, sur le chantier, d'extincteurs en état de marche,
- . l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail l'extinction des feux et le contrôle des mesures de sécurité.

#### **8-6. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

#### **8.7 - Travaux non prévus**

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par la personne responsable du marché.

### **ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX**

#### **9-1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

**9-1.1.** Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. sont exécutés sur le chantier, par l'Entrepreneur en présence du Maître d'œuvre ou son Représentant.

Les dispositions du 3 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables à ces essais.

**9-1.2.** Le Maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché ; s'ils sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés directement par le Maître de l'Ouvrage après accord du devis.

#### **9.2. Réception**

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du C.C.T.P. Le délai maximal dans lequel le Maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du Titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

#### **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Aucune stipulation particulière.

#### **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Sans objet.

#### **9-5. Documents fournis après exécution**

En plus des documents demandés à l'article 40 du CCAG, l'Entrepreneur fournira au Maître d'Œuvre :

- tous les documents énumérés aux articles du C.C.T.P.,
- tous les plans des ouvrages exécutés, des réseaux extérieurs, des menuiseries, d'électricité courants forts et faibles, désenfumage, détection incendie, du génie climatique et de la plomberie sanitaire, dans le but d'obtenir des plans de gestion du patrimoine post chantier.

#### **9-6. Délai de garantie**

Le délai de garantie ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

---

## **9-7. Garanties particulières**

Sans objet.

## **9-8. Assurances**

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier avoir contracté :

- une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution, au moyen d'une copie du contrat d'assurances, de ses avenants éventuels et d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie conformément à l'article 9 du CCAG.
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil, au moyen d'une copie du contrat d'assurance et de ses avenants éventuels.

## **ARTICLE 10. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogations au C.C.A.G.travaux

C.C.A.P. 2 déroge à l'article 4.1

C.C.A.P. 3-3.3 déroge aux articles 13.4.1, 13.4.2 et 13.4.3,

C.C.A.P. 3.3.4 déroge à l'article 11.3,

C.C.A.P 4.1.1 déroge à l'article 20,

C.C.A.P 4.5 déroge à l'article 20,

C.C.A.P 4.6 déroge à l'article 20,